



Doc. 14506  
23 avril 2018

## État d'urgence: questions de proportionnalité relatives à la dérogation prévue à l'article 15 de la Convention européenne des droits de l'homme

### Amendement<sup>1</sup> n° 17

M. Mustafa YENEROĞLU, Turquie, Groupe des démocrates libres  
M. Akif Çağatay KILIÇ, Turquie, Groupe des conservateurs européens  
M. Samad SEYIDOV, Azerbaïdjan, Groupe des conservateurs européens  
Mme Sahiba GAFAROVA, Azerbaïdjan, Groupe des conservateurs européens  
M. Asim MOLLAZADE, Azerbaïdjan, Membres n'appartenant à aucun groupe politique

Dans le projet de résolution, paragraphe 18.3.7, remplacer les mots «à l'expiration de la période actuelle» par les mots suivants :

«dès que les circonstances et les menaces ayant conduit à la déclaration de l'état d'urgence auront été éliminées,»

### Note explicative

La phrase indique une pression du temps. Les circonstances et les menaces ayant conduit à la déclaration de l'état d'urgence ont leur propre réalité. Ces circonstances doivent être gérées avec rigueur et précision pour éviter des violations des droits de l'homme. C'est la raison pour laquelle il faudrait s'abstenir de fixer des limites aussi précises.

### Déposé par:

YENEROĞLU Mustafa, Turquie, GDL  
GAFAROVA Sahiba, Azerbaïdjan, CE  
KILIÇ Akif Çağatay, Turquie, CE  
MOLLAZADE Asim, Azerbaïdjan, NI  
SEYIDOV Samad, Azerbaïdjan, CE

1. 2018 - Deuxième partie de session

